

N° DP 24/363

DECISION DU PRESIDENT

MISE A DISPOSITION DE L'AIRE DE GRAND PASSAGE DES GENS DU VOYAGE SITUÉE SUR LA COMMUNE DE LA CRAU POUR METTRE EN PLACE DE L'ECO-PATURAGE

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, notamment l'article L.2125-1-2,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la demande du Groupement Agricole d'Exploitation en Commun de la Foux en date du 1^{er} mars 2024,

VU la convention de mise à disposition ci-annexée,

CONSIDERANT que dans un objectif de durabilité environnementale, la Métropole souhaite substituer en partie l'entretien mécanique de l'aire de grand passage des gens du voyage située sur le territoire communal de la commune de La Crau plus précisément lieu-dit l'Estalle, constituée des parcelles cadastrées section AP n°627, 626 et 105, d'une surface de 1,8 hectares, par une gestion par éco-pâturage, technique de gestion alternative des espaces verts et milieux naturels par des animaux herbivores,

CONSIDERANT que l'objectif final est la réalisation d'entretien de cet espace vert par la pratique de l'éco-pâturage afin de libérer le terrain de l'herbe haute avant l'arrivée des gens du voyage par le biais d'une tonte et d'un débroussaillage 100% écologique produisant moins de nuisances pour les riverains et contribuant également à amender le terrain de manière naturelle,

CONSIDERANT que, conformément à l'article L.2125-1-2 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques qui prévoit que la gratuité peut être accordée quand l'occupation ou l'utilisation contribue directement à assurer la conservation du domaine public lui-même, la Métropole met à disposition l'aire de grand passage Groupement Agricole d'Exploitation en Commun de la Foux à titre gracieux,

CONSIDERANT dès lors qu'il y a lieu pour la Métropole de consentir au Groupement Agricole d'Exploitation en Commun de la Foux une convention de mise à disposition d'un espace de 1,8 hectares en vue d'y pratiquer de l'éco-pâturage pour une durée maximale de 4 ans,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE SIGNER la convention de mise à disposition relative à l'éco-pâturage de l'aire de grand passage des gens du voyage, constituée des parcelles cadastrées section AP n°627, 626 et 105, d'une surface de 1,8 hectares, sises à La Crau, quartier l'Estalle consentie, à titre gracieux, au Groupement Agricole Groupement Agricole d'Exploitation en Commun de la Foux afin d'y procéder à l'entretien par éco-pâturage avant l'arrivée des groupes de voyageurs pour une durée maximale de 4 ans.

ARTICLE 2

DE DIRE que cette décision est sans incidence financière.

La présente Décision sera

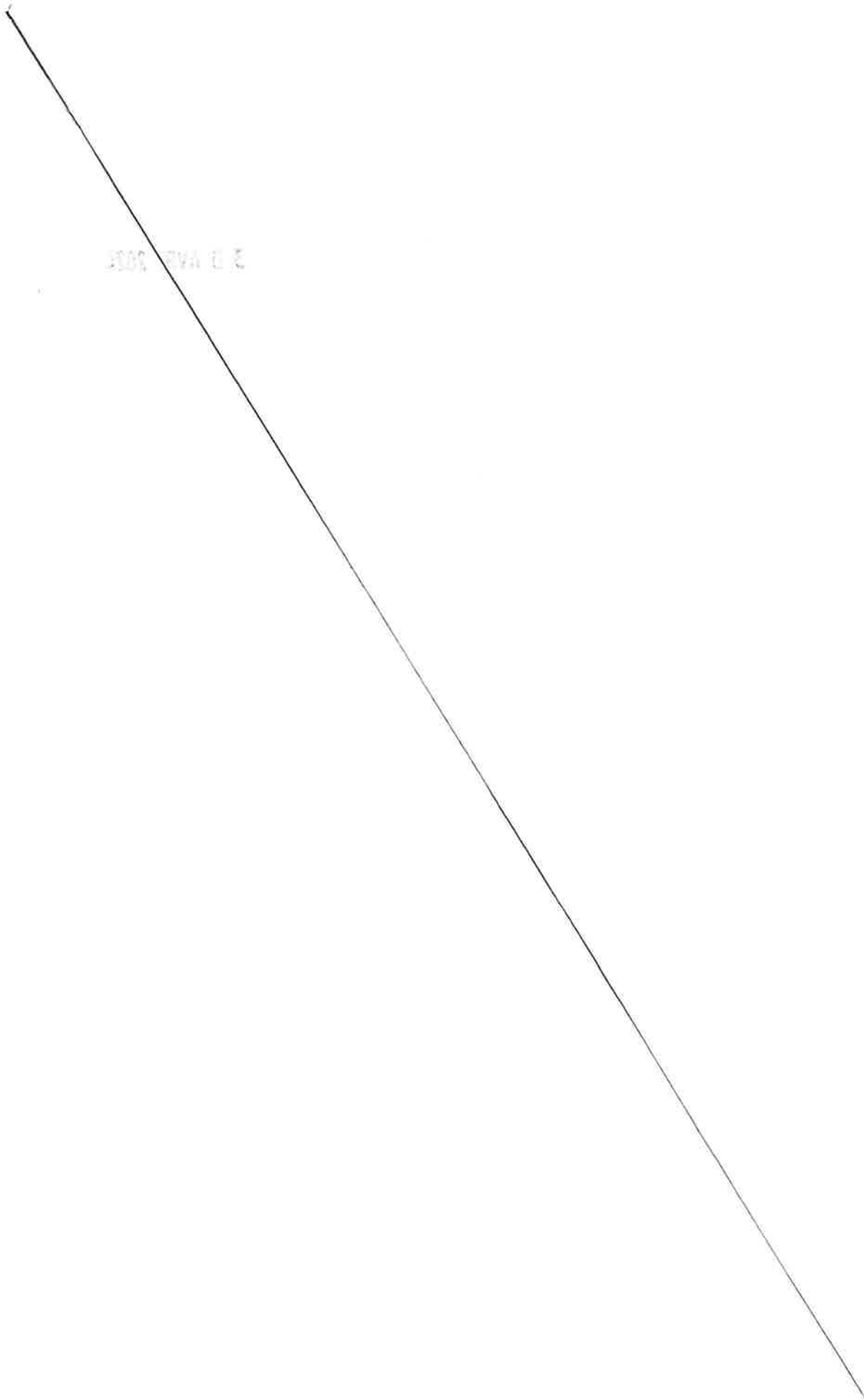
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **30 AVR. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





3000 0000 0000

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION A TITRE GRACIEUX

CONSENTIE AU GROUPEMENT AGRICOLE D'EXPLOITATION EN COMMUN DE LA FOUX

RELATIVE A L'ECOPATURAGE DE L'AIRE DE GRAND PASSAGE DES GENS DU VOYAGE

SITUEE SUR LA COMMUNE DE LA CRAU

Entre les soussignés,

- La Métropole Toulon Provence Méditerranée, établissement public de coopération intercommunale dont le siège est à TOULON (83000) 107, boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex, représentée par son Président, Monsieur Jean Pierre GIRAN,

Ci-après dénommée « la Métropole » ou « le Propriétaire »,

D'une part

Et,

- Mme Marie CANEVA, éleveuse au sein du Groupement Agricole d'Exploitation en Commun (GAEC) de la Foux, dont le siège social est situé à 404 chemin de la Bastide 04120 PEYROULES, sous le numéro de SIRET 921 634 556 00010,

Ci-après dénommée « le Bénéficiaire » ou le « GAEC »

D'autre part

Il est préalablement exposé ce qui suit,

Dans un objectif de durabilité environnementale, la Métropole souhaite substituer en partie l'entretien mécanique de l'aire de grand passage des gens du voyage située sur le territoire communal de la commune de la Crau plus précisément lieu-dit l'Estalle, par une gestion par éco-pâturage, technique de gestion alternative des espaces verts et milieux naturels par des animaux herbivores. L'objectif final est la réalisation d'entretien de cet espace vert par la pratique de l'éco-pâturage afin de libérer le terrain de l'herbe haute avant l'arrivée des gens du voyage par le biais d'une tonte et d'un débroussaillage 100% écologique produisant moins de nuisances pour les riverains et contribuant également à amender le terrain de manière naturelle.

Il est donc convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La Métropole autorise le GAEC de la Foux à occuper à titre précaire et révocable, l'aire de grand passage des gens du voyage, constituée des parcelles cadastrées section AP n° 627, 626 et 105, d'une surface de 1,8 hectares, sises à La Crau, quartier l'Estalle pour procéder à l'entretien par éco-pâturage de ceux-ci avant l'arrivée des groupes de voyageurs prévus dès la fin avril.

La présente convention d'occupation est accordée à titre strictement personnel.

Le Bénéficiaire ne pourra, sous une forme quelconque, transférer, affermer, sous louer, ou autoriser l'occupation même à titre gratuit et temporaire du terrain mis à disposition à une personne morale de droit public et privé, ou à une personne physique. Toute infraction à cette disposition entraînera la résiliation immédiate de la convention sur simple notification par lettre recommandée avec accusé de réception du Propriétaire, sans aucune formalité judiciaire et sans indemnité.

ARTICLE 2 : NATURE DE L'ACTIVITE

Le GAEC de la Foux est autorisé à occuper l'espace vert de l'aire de grand passage comme définie à l'article 1 de la présente convention exclusivement pour procéder à l'entretien par éco-pâturage de ceux-ci dans le respect des règles de sécurité et de tranquillité publiques.

Les missions confiées au bénéficiaire de cette convention consistent en la réalisation de l'entretien de l'aire de grand passage par la pratique de l'éco-pâturage afin d'entretenir cet espace et de proposer aux gens du voyage une aire dont l'herbe aura été tondue.

L'éco-pâturage est défini comme une méthode innovante et complémentaire à l'entretien mécanique des espaces verts en milieu urbain et périurbain. Cette méthode permet de générer des valeurs ajoutées environnementales, pédagogiques et sociales. La tonte effectuée par les animaux ne peut pas être comparée à celle effectuée mécaniquement, certaines zones sont en effet moins appétentes que d'autres et fonction de l'accessibilité, de la nature de l'herbe, de l'ensoleillement, de la nature des sols ; de l'irrigation... de sorte que l'entretien effectué par les animaux pourra être parfois irrégulier.

ARTICLE 3 : PERIODE D'INTERVENTION, DUREE, RENOUVELLEMENT, REVISION, RESILIATION

a. PERIODE D'INTERVENTION

Le Bénéficiaire est autorisé à occuper l'aire de grand passage du 1^{er} avril jusqu'à l'aboutissement du résultat attendu soit au plus tard le 25 avril 2024.

b. DUREE

Cette convention est conclue pour l'année 2024. Elle prendra effet à compter de sa signature par l'ensemble des parties et sa notification.

c. RENOUVELLEMENT

Parce que l'éco-pâturage est une méthode qui fait preuve de son efficacité sur le long terme, et dans un souci de contribution au bien-être animal et de pérennisation de cette action, cette convention avec le GAEC de la Foux pourra faire l'objet d'un renouvellement express pour 2 fois la même durée, sans excéder une durée totale de 3 ans.

d. REVISION

Les termes de cette convention pourront être révisés à la demande de l'un ou l'autre des parties, sous forme d'avenants, et sous réserve de l'accord entre les parties.

e. RESILIATION

En cas de non-respect de ses obligations, une mise en demeure sera adressée à la partie défaillante par lettre recommandée avec accusé de réception, lui demandant expressément d'appliquer les termes de la convention.

Cette partie aura un mois pour rétablir la situation conformément à la présente convention.

A défaut, la présente convention sera résiliée de plein droit, par lettre recommandée avec AR effectuée par l'une des parties.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Conformément à l'article L2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques qui prévoit que la gratuité peut être accordée quand l'occupation ou l'utilisation contribue directement à assurer la conservation du domaine public lui-même, la Métropole met à disposition l'aire de grand passage à le GAEC de la Foux à titre gracieux.

La Métropole permet à le GAEC de se brancher sur le réseau d'eau pour abreuver le troupeau. Le GAEC devra se limiter à cet usage. Dans le cas contraire, la Métropole sera contrainte de résilier la présente convention sur le champ.

ARTICLE 5 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

a. LE CHEPTEL

Dans le cadre de la présente convention, le GAEC devra utiliser son troupeau composé d'ovins et assurera à l'aide du nombre suffisant d'animaux, l'entretien des espaces verts mentionnés à l'article 1^{er} de la présente convention.

b. CLOTURE

Le GAEC devra poser une clôture, celle-ci devra être réalisée à l'aide de fils électrifiés, d'une hauteur suffisante et fixée sur des piquets métalliques. A l'issue de chaque période d'occupation annuelle, soit au 25 avril au plus tard, la clôture devra être retirée.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

a. ANIMAUX ET EQUIPEMENTS

Le GAEC aura les obligations et responsabilités suivantes :

- La conduite du cheptel sur les emplacements à entretenir,
- La surveillance des animaux assurée par des visites sur sites,
- L'achat et la pose d'équipements d'élevage,
- La surveillance des points d'eau, des clôtures et des équipements,
- Le transfert des animaux d'un site à l'autre.

En outre, le GAEC devra se conformer à toutes les obligations qui lui seraient faites par la Métropole concernant le site de pâturage et s'interdit sans l'accord de la Métropole à toute activité de pâturage sur d'autres sites en gestion par la Métropole.

Le GAEC devra pouvoir être contacté pendant le temps de la prestation dont fait l'objet de cette convention 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24 en cas d'urgence relative aux animaux aux coordonnées suivantes : 06 62 46 09 45.

Le GAEC sera responsable vis-à-vis de la Métropole des conséquences dommageables entraînées par les infractions aux clauses et conditions de la présente convention de son fait, de celui de ses membres ou préposés. Il sera en particulier responsable des dégâts causés en cours de transferts des animaux et de transport d'équipements.

Le Bénéficiaire prendra les lieux dans l'état où ils se trouvent au jour de l'entrée dans les lieux sans recours contre le Propriétaire pour quelque cause que ce soit et devra occuper lesdits lieux paisiblement, et prendre les mesures nécessaires pour éviter tout trouble à l'ordre public.

Il sera tenu pour responsable de tout désordre qui pourrait survenir de la part des personnes et des animaux fréquentant les lieux et ne pourra en aucun cas rechercher la responsabilité du Propriétaire.

Le Propriétaire ne prenant aucun engagement pour la surveillance des locaux, ne sera pas responsable de vols, ou actes délictueux.

Le Bénéficiaire veillera à maintenir en parfait état de propreté les installations mises à sa disposition. Il en assurera le nettoyage par ses propres moyens, et régulièrement, afin que la voie publique à proximité ne soit pas souillée.

ARTICLE 7 : RESPONSABILITE DU BENEFICIAIRE ET ASSURANCE

Le Bénéficiaire :

- est responsable civilement et pénalement de tous les contentieux résultant de ses agissements. A ce titre, il est tenu de s'assurer au titre de la Responsabilité Civile du propriétaire pour toutes les conséquences pouvant résulter de ses activités,
- est responsable de la totalité des équipements, constructions et occupations diverses installés dans l'emprise du domaine mis à sa disposition. Il est tenu de respecter toutes les réglementations relatives à ces installations.

- déclare expressément renoncer à tout recours de quelque nature que ce soit envers la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Le Bénéficiaire, est responsable de la garde des animaux et reconnaît avoir souscrit une police d'assurance en responsabilité civile pour les animaux utilisés pour procéder à l'entretien par éco-pâturage de l'aire de grand passage des gens du voyage, du fait des dommages éventuels provoqués par les animaux envers les biens ou les personnes. A toute demande concernant cette obligation, le GAEC devra justifier du paiement des primes. En cas de sinistre, il devra en informer la Métropole dans les 48 heures et faire une déclaration auprès de sa compagnie d'assurances.

Les polices d'assurance souscrites par le Bénéficiaire devront obligatoirement comporter une clause de renonciation à tous recours contre la Métropole Toulon Provence Méditerranée aussi bien de la part du Bénéficiaire que de celle de ses assureurs et engagement de garantir tous recours susceptibles d'être formés contre la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

ARTICLE 8 : OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES DE LA METROPOLE

La Métropole aura les obligations et responsabilités suivantes :

- La Métropole autorise le GAEC à se rendre sur l'aire de grand passage des gens du voyage mentionnée à l'article 1^{er} de la présente convention 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7,
- Lors de la présence des animaux dans l'enclos, personne n'est habilitée à y pénétrer. En cas d'urgence, et de manière exceptionnelle, l'intervention d'une personne de la Métropole pourra être autorisée,
- Il est strictement interdit de déplacer ou de modifier de quelque manière que ce soit, l'installation des équipements du GAEC visant à protéger les animaux, notamment l'abreuvoir, les clôtures et les électrificateurs,
- Il est interdit de nourrir les animaux, seule le GAEC est habilitée à fournir de la nourriture,

ARTICLE 9 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la présente convention les parties font élection de domicile aux adresses indiquées en tête des présentes et s'engagent à informer l'autre partie de tout changement d'adresse.

ARTICLE 10 : LITIGES

En cas de litige sur l'existence, l'exécution ou la réalisation de la présente convention, les parties s'engagent à chercher dans un premier temps toutes voies amiables de règlement.

Toute contestation qui pourrait surgir à propos de l'existence, l'exécution ou la réalisation de la présente convention est de la compétence du Tribunal Administratif de Toulon.

ARTICLE 11 : INFORMATIQUE ET LIBERTES

Les informations recueillies par le mandataire dans le cadre de la présente convention font l'objet d'un traitement informatique nécessaire à l'exécution des missions confiées à la Métropole par la présente convention. Conformément à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978 modifiée, les parties bénéficient d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des informations qui les concernent. Pour exercer ces droits, les parties peuvent s'adresser à la Métropole, aux coordonnées précitées.

Fait à TOULON, le

La Responsable du Groupement Agricole
D'Exploitation en Commun de la Foux

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Marie CANEVA

Jean Pierre GIRAN